



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
4 rue du Curé Marion  
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 13/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VERALLIA FRANCE**

27 rue André Chenier  
BP 80050

71100 Chalon-Sur-Saône

Références : SG/MB/2025/L\_179  
Code AIOT : 0005401220

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement VERALLIA FRANCE implanté 27 RUE ANDRE CHENIER BP 80050 71100 Chalon-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 10/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté. La thématique retenue est le sujet des risques chroniques (rejets aqueux et atmosphériques).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VERALLIA FRANCE
- 27 RUE ANDRE CHENIER BP 80050 71100 Chalon-sur-Saône

- Code AIOT : 0005401220
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de bouteilles en verre.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Inspection du 23/11/2021 : non-conformité n°2	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 4.3.9.1	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Point de rejet aqueux EU1	AP Complémentaire du 02/10/2023, article 2.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Rejets eaux pluviales : points EP2 à EP12	AP Complémentaire du 02/10/2023, article 2.2.3	/	Demande d'action corrective	3 mois
5	Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°4	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.2.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
6	Sécheresse	AP Complémentaire du 17/06/2020, article 3.4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°1	Décision d'exécution du 28/02/2012, article MTD 14	Susceptible de suites	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a porté sur la thématique des risques chroniques et plus particulièrement sur le suivi de plusieurs demandes / non-conformités émises lors d'inspections précédentes (inspections de 2021, 2022 et 2023). Il ressort des échanges avec l'exploitant la nécessité d'améliorer le suivi de ces demandes et non conformités, et de fournir régulièrement à l'inspection des installations classées un état des lieux sur l'avancement des différentes actions. Cette inspection donne lieu à une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure concernant les non conformités suivantes :

- non respect de la valeur limite du débit des effluents aqueux en sortie du bassin de décantation,
- non respect des valeurs limites d'émission concernant plusieurs paramètres de suivi associés à la qualité des effluents aqueux issus des bassins de décantation.

Concernant la maintenance de l'électrofiltre (système de filtration installé sur la cheminée des effluents atmosphériques des fours de fabrication), l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un programme détaillé de sa maintenance programmée au second semestre 2025, visant à réaliser les travaux nécessaires sans dépasser les 250 heures d'indisponibilité.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°1

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 28/02/2012, article MTD 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Production de déchets solides
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La MTD consiste à réduire la production de déchets solides par l'application d'une ou de plusieurs des techniques suivantes :</p> <p>v : Valorisation des déchets solides et/ou des boues par une utilisation appropriée sur place (par ex., les boues résultant de l'épuration des eaux).</p> <p>Rappel prescription de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2015, article 4.2.3 :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>1. Rappel des constats réalisés lors des inspections précédentes (résumé) :</b></p> <p><b>=&gt; Inspection du 20/10/2021 :</b></p> <p>L'Inspection constate que le curage des réseaux (boues) est réalisé le jour de la visite. L'exploitant indique que les boues issues du curage sont stockées sur dalle étanche. Une fois séchées, ces boues, constituées principalement de calcin sont injectées dans les fours verriers.</p>

Demande de compléments n°1 : Afin de pouvoir faire appliquer la MTD 14, l'exploitant devra justifier que le brûlage des boues issues du curage dans ses fours ne présente pas de dangers ou d'inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du CE, notamment en matière de prévention de pollution atmosphérique. En particulier, l'exploitant devra justifier que seules les boues de curage issues de la décantation du mélange « eau » et « calcin » sont remises dans le four.

=> **Inspection du 29/03/2022 :**

L'exploitant indique ne pas avoir travaillé sur ce point.

=> **Inspection du 13/04/2023 :**

L'inspection rappelle la nécessité de procéder à la caractérisation des boues, malgré la faible proportion de boues envoyés dans les fours.

## **2. Constats inspection du 27/02/2025 :**

L'exploitant déclare qu'il ne réalise plus le brûlage de ces boues sur son site, et ce depuis 2022, et qu'il envoie ce déchet dans une installation de stockage de déchets à DRAMBON (département 21), chez SARPI Mineral France.

Post inspection : l'inspection des installations classées a consulté le registre des déchets sortants dans TRACKDECHETS. Les déchets concernés sont appelés "résidus de boues de décantation", associés au code 10 11 20. En 2024, l'exploitant a envoyé 133,82 tonnes chez SARPI Mineral France. **Le constat est SOLDE.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Inspection du 23/11/2021 : non-conformité n°2**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 4.3.9.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

### **Prescription contrôlée :**

Respect de la valeur limite fixée au point de rejet n°EU1 sur le débit :  
Débit maxi = 100 m<sup>3</sup>/j.

### **Constats :**

#### **1. Rappel des constats réalisés lors des inspections précédentes (résumé) :**

=> **Inspection du 20/10/2021 :**

Non-respect récurrent du débit au point de rejet "EU1". De janvier 2020 à août 2021 :

- 72 % des valeurs mesurées non conformes ;

- 182 dépassements du double de la valeur limite ;

- pic de 5125 m<sup>3</sup>/j en juin 2021, dépassement plus de 50 fois supérieur à la valeur limite (VL).

Non conformité : non-respect de la valeur limite fixée au point de rejet n°EU1 sur le débit.

=> **Inspection du 29/03/2022 :**

3 demandes d'informations sont formulées :

1. l'exploitant confirmera que la prestation de Caudrelier (mesures de débits sur différents points) a été réalisée et indiquera à l'inspection les suites données ;
2. par courriel du 03/01/22, l'inspection a déjà formulé l'observation suivante à la demande d'accord formulée par l'exploitant : "*La transmission des éléments justifiant que les eaux de déconcentration peuvent bien être envoyées dans un réseau d'EP et que ce réseau est apte à recevoir et acheminer ce type d'effluent pourra conduire l'inspection à proposer au Préfet un projet d'APC permettant d'acter cette modification*". L'inspection indique ne pas avoir eu de retour à cette demande de justificatif ;
3. l'exploitant doit préciser les délais de réalisation prévus pour le remplacement des charges filtrantes (sur les installations de pompage de l'eau dans la nappe phréatique).

La non-conformité formulée en 2021 n'est pas soldée.

**=> Inspection du 13/04/2023 :**

Dans le cadre des travaux d'isolement des réseaux de collecte, l'exploitant indique qu'un bassin va être mis en place et que ce dernier pourrait permettre de stocker les eaux et de lisser le rejet afin de respecter le débit de rejet en sortie.

L'inspection constate des non-conformités récurrentes dans les déclarations GIDAF de l'exploitant. Il lui est rappelé la nécessité de mettre en place un plan d'action et de transmettre l'ensemble des éléments permettant de justifier progressivement à un retour à une situation réglementairement satisfaisante. En parallèle, il est précisé qu'un APC sera prochainement proposé au préfet afin de mieux encadrer la surveillance des rejets de l'exploitant au regard des évolutions règlement.

**2. Constats inspection du 27/02/2025 :**

Un état d'avancement des actions demandées lors de l'inspection de 2022 est réalisé le jour de l'inspection.

1. l'exploitant précise que la prestation Caudrelier a été réalisée. Il envisage la mise en place d'un débitmètre en amont du déshuileur,
2. l'inspection n'a pas réceptionné de demande de la part de l'exploitant concernant l'envoi des eaux de déconcentration dans un réseau d'eaux pluviales,
3. post inspection, l'exploitant a transmis par mail le rapport réalisé par Véolia attestant du changement des membranes pour les osmoseurs A et B, réalisé le 10/10/2023. Concernant les charges filtrantes (filtres à sable en sortie du pompage d'eau de la nappe), il déclare que leur changement a été réalisé en 2022. Enfin, il déclare que la tour d'oxydation sera changée en octobre 2025.

L'extraction des données GIDAF est la suivante :

- année 2022 : 77 % des valeurs mesurées sont supérieures à la VL (maxi en février : 2389 m<sup>3</sup>/j) ;
- année 2023 : 38 % des valeurs mesurées sont supérieures à la VL (maxi en mars : 3816 m<sup>3</sup>/j) ;
- année 2024 : 35 % des valeurs mesurées sont supérieures à la VL (maxi en octobre : 1186 m<sup>3</sup>/j).

La visite sur le terrain et la présentation d'un plan des réseaux en salle ont permis de constater que :

- le débit-mètre est positionné en aval des bassins de décantation et du déshuileur ;
- le débit-mètre est positionné dans un collecteur qui récupère également les eaux

pluviales.

Ainsi, lors de certaines mesures, le débit mesuré correspond aux effluents en sortie des bassins de décantation et du déshuileur, et des eaux pluviales, ce qui expliquerait la mesure de débits très largement supérieurs à la VL. Le positionnement du débit-mètre ne permet pas de réaliser une mesure correspondant aux effluents en sortie des bassins de décantation.

**La non-conformité relevée en 2021 n'est pas soldée.**

N.B. : un APC a été pris le 02/10/2023 (n°DCL-BRENV-2023-275-2) mettant à jour (entre autres) les VLE sur les effluents aqueux. Cet AP ne modifie pas la valeur limite du débit maxi, égale à 100 m<sup>3</sup>/j. La mention suivante a été ajoutée : " *En cas de non production de bouteilles, par exemple en cas de conflits sociaux ou de pannes importantes, le débit d'eau rejeté peut atteindre 360 m<sup>3</sup>/h. Une trace écrite de ces situations est effectuée et un bilan annuel des dépassements est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées*".

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Non-conformité NC-20250227-01-RC :** Le débit-mètre doit mesurer uniquement le débit des effluents en sortie du bassin de décantation.

**Non conformité issue de l'inspection de 2021 maintenue :** non-respect de la valeur limite fixée au point de rejet n°EU1 sur le débit.

**Ces 2 non-conformités donnent lieu à une proposition de mise en demeure.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Point de rejet aqueux EU1**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/10/2023, article 2.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies, avant rejet des eaux résiduaires industrielles (avant toute dilution par d'autres effluents). Rejet n°EU1 :

Paramètre	Concentration maxi journalière (mg/l)	Flux maxi journalier (g/j)	P é r i o d i c i t é s u r v e i l l a n c e
pH Température Débit	5,5 - 8,5 30 °C 100 m <sup>3</sup> /j	Sans objet	CONTINUE
DCO DBO <sub>5</sub> MES	30 15 25	3000 1500 2500	MENSUELLE

MES	25	2500	
P total	/	172	
Hydrocarbures totaux	5	500	
AOX	1	100	TRIMESTRIELLE
Zinc	/	7	
Cuivre	/	1	
Cadmium	/	0,2	
Nickel	/	3,5	
Plomb	/	1	
Chrome	/	3	
Tri-halométhane	1	100	
Bromure	/	/	
Chlorures	/	/	
Azote global	2	200	ANNUELLE
Indice phénols	0,3	30	
Fluorures	6	600	
Arsenic	/	0,7	
Manganèse	1	100	
A c i d e chloroacétique	/	2	

[...]

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

#### Constats :

L'Inspection présente une synthèse de l'extraction GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Aqueuse : ces données sont complétées par l'exploitant) de janvier 2024 à janvier 2025 :

- **pH** : 12 % des valeurs mesurées ne respectent pas la VLE. Focus sur juillet 2024 : dysfonctionnement du pH mètre entre le 3 et 28 juillet (l'exploitant a complété par la valeur "0" sur cette période). A noter, le chiffre de 12% prend en compte cette période de dysfonctionnement.
- **MES** : 31% des valeurs mesurées en concentration et 38 % des valeurs mesurées en flux ne respectent pas la VLE. Un dépassement significatif est constaté en mars 2024 : valeur mensuelle mesurée à 224 mg/l, et flux 12,8 kg/j.
- **DBO<sub>5</sub>**: 31 % des valeurs mesurées en concentration et flux ne respectent pas la VLE. Un



dépassement significatif est constaté en mars 2024 : valeur mensuelle mesurée à 250 mg/l, et flux 14,25 kg/j.

- **DCO** : 92% des valeurs mesurées en concentration et 85 % des valeurs mesurées en flux ne respectent pas la VLE. Le maxi est atteint en mars 2024 : valeur mensuelle mesurée à 738 mg/l, et flux 42,1 kg/j.
- **P total** : 17 % des valeurs mesurées en flux ne respectent pas la VLE.
- **Mesures trimestrielles non conformes** : 3 mesures sur 4 pour le Zinc (flux).
- **Mesures annuelles non conformes** : As (flux), acide chloroacétique (flux), NGL (flux et concentration).

La visite sur le terrain et la présentation du plan des réseaux ont permis de constater que la sonde pH est située en sortie du bassin de décantation (donc pas au même endroit que le débit-mètre, voir point de contrôle précédent).

En revanche, les prélèvements avec préleveur automatique, sont réalisés au même endroit que le débit-mètre : ainsi, les effluents aqueux issus du bassin de décantation sont potentiellement dilués avec des eaux pluviales.

**Ces constats donnent lieu à une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Non-conformité NC-20250227-02-RC** : Les VLE en sortie du bassin de décantation (point de rejet EU1) doivent être respectées pour l'ensemble des paramètres mesurés. L'exploitant doit analyser les causes des dépassements récurrents et mettre en place les actions correctives nécessaires. Les analyses des différents paramètres doivent être réalisées sur des échantillons correspondant à l'effluent issu du bassin de décantation uniquement.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais** : 6 mois

**N° 4 : Rejets eaux pluviales : points EP2 à EP12**

**Référence réglementaire** : AP Complémentaire du 02/10/2023, article 2.2.3

**Thème(s)** : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration avant rejet de eaux pluviales susceptibles d'être polluées (avant toute dilution par d'autres effluents).

Rejet n°EP2 à EP12 : périodicité de surveillance annuelle et suite à tout déversement accidentel

Paramètre	Concentration maximale journalière (mg/l)
MES	35
DCO	30
DBO5	100
Hydrocarbures totaux	5
Phosphore	10
Cuivre	0.5

Cuivre	0.5
Zinc	2
Plomb	0.5
Nickel	0.5
Tri-halométhane	1
Fer	5
AOX	1

#### Constats :

L'exploitant déclare avoir réalisé en 2024 toutes les mesures sur les points de rejet EP2 à EP12. Post-inspection, il transmet par mail du 03/03/2025, les résultats des mesures réalisées les 23/12 et 30/12/2024. Les commentaires de l'inspection des installations classées sont les suivants :

- les mesures ont été réalisées sur les points de rejet EP2 / 3 / 4 / 5 / 7 / 9 : les mesures n'ont pas été réalisées sur les points 6 / 8 / 10 / 11 / 12,
- la liste des paramètres mesurés est incomplète :
  - pour les points EP2 / 3 / 4 / 7 / 9 : mesure des paramètres HCT, DCO, MES, AOX, Fe, trihalométhanes,
  - pour le point EP 5 : mesure des paramètres DCO, MES, AOX, P total, As, Cu, Fe, Ni, Pb, Zn, trihalométhanes.
- la mesure de la DCO est supérieure à la VLE pour les points EP7 (valeur mesurée = 116 mg/l) et EP9 (=1350 mg/l),
- la mesure des MES est supérieure à la VLE pour les points EP7 (valeur mesurée = 54 mg/l) et EP9 (= 404 mg/l).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

##### Non-conformité NC-20250227-03-RC :

L'exploitant doit faire réaliser à fréquence annuelle :

- les prélèvements et analyses sur l'ensemble des points de rejets des eaux pluviales de son établissement (points EP 2 à EP 12) ;
- les analyses sur l'ensemble des paramètres listés à l'article 2.2.3 de l'APC du 02/10/2023.

Toute non-conformité constatée doit faire l'objet d'une analyse des causes et de mise en place d'actions correctives.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

N° 5 : Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°4

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.

**Constats :**

**1. Rappel des constats réalisés lors des inspections précédentes (résumé) :**

**=> Inspection du 20/10/2021 :**

**Sur l'année 2021, TOTAL ARRÊT = 366 heures.**

L'exploitant sollicite l'accord de l'inspection sur la base de données sanitaires et environnementales mises en exergue dans une EQRS (Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires) effectuée en 2019 dans le cadre d'un précédent dépassement.

Demande de compléments :

- 1 : informer l'inspection des dispositions prises. Une réduction de la production pendant cette période de marche dégradée pourra utilement être envisagée,
- 2 : procéder à l'évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité, ce qui permettra notamment de comparer les flux rejetés avec les hypothèses de l'ERS,
- 3 : procéder à une actualisation de l'ERS notamment sur les paramètres baryum et sélénium,
- 4 : transmettre un plan prévisionnel de maintenance (pluriannuel) afin d'identifier à long terme les interventions à réaliser sur le dispositif de traitement.

**=> Inspection du 29/03/2022 :**

**Sur l'année 2022, TOTAL ARRÊT = 432 heures (18 jours)**

Demandes formulées, en complément de celles formulées en 2021 :

- 5 : revoir l'estimation des rejets en prenant en compte un temps d'arrêt de 18 jours (19 jours prévus initialement),
- 6 : l'hypothèse selon laquelle les métaux sont rejetés de la même façon avec ou sans filtration n'apparaît pas certaine : revoir les calculs et les baser sur une mesure effectuée en sortie de cheminée sans filtration,
- 7 : justifier la quantité de mercure émise,
- 8 : évaluer le flux spécifique à la journée et estimer l'impact des rejets en les comparant aux hypothèses de l'ERS.

Constat : la quantité de poussières et de métaux lourds émise pendant une durée de 456 h d'arrêt est égale à la quantité émise le reste de l'année. On double donc le flux émis du fait de cet arrêt longue durée.

**NON CONFORMITE :** non-respect de la durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement fixée à l'article 3.2.4 de l'AP.

**=> Inspection du 13/04/2023 :**

Baryum : ce composé ne rentre pas dans la composition du verre. Ne pas mettre à jour l'ERS sur ce paramètre.

Sélénium : cet élément rentre bien dans la composition du verre. L'exploitant va demander une mise à jour de l'ERS sur ce paramètre.

Un retour d'expérience est en train d'être réalisé suite à l'intervention de 2022 et sera transmis à l'inspection avec un plan d'action permettant de garantir une intervention n'excédant pas les 250 heures autorisées au plus tard le 30 juin 2022.

Demandes formulées :

- 9 : transmettre la mise à jour de l'ERS sur le paramètre sélénium et utiliser les VTR chroniques
- 10 : transmettre le plan d'action permettant de garantir une intervention n'excédant pas les 250 h autorisées.

## **2. Constats inspection du 27/02/2025 :**

A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le relevé des heures d'indisponibilité du dispositif de traitement pour les années 2023 et 2024. Le bilan est le suivant :

2021	366 heures
2022	432 heures
2023	315,32 heures
2024	8 heures (pas de maintenance annuelle réalisée en 2024).

L'exploitant indique qu'une maintenance de l'électrofiltre est programmée pour septembre 2025. Il précise également un élément de contexte important : cette maintenance fait l'objet d'exigences strictes relatives à la protection des travailleurs. Il rencontre des difficultés conséquentes pour respecter à la fois le seuil des 250 heures maxi d'arrêt, tout en assurant la maintenance dans des conditions de sécurité optimales.

## **SYNTHESE DES ELEMENTS suite aux inspections de 2021, 2022 et 2023 :**

**1-non soldé :** informer l'inspection des dispositions prises. Une réduction de la production pendant cette période de marche dégradée pourra utilement être envisagée : **ces données doivent impérativement être transmises avant l'entretien prévu en septembre 2025**

**2-non soldé :** procéder à l'évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité, ce qui permettra notamment de comparer les flux rejetés avec les hypothèses de l'ERS : **ces analyses, si elle ont été réalisées, doivent faire partie des données d'entrée pour la mise à jour de l'EQRS. Or, l'EQRS transmise post inspection (courriel du 03/03/2025) ne mentionne pas les hypothèses de rejets retenues**

**3-soldé :** l'EQRS a été actualisée en prenant en compte le sélénium

**4-non soldé :** transmettre un plan prévisionnel de maintenance (pluriannuel) afin d'identifier à long terme les interventions à réaliser sur le dispositif de traitement : **ces données doivent impérativement être transmises avant l'entretien prévu en septembre 2025**

**5 / 6 / 7 / 8 -non soldé :** en lien avec le point 2. L'EQRS n'aborde pas ces thématiques dans les hypothèses retenues

**9-soldé :** transmettre la mise à jour de l'ERS sur le paramètre sélénium et utiliser les VTR chronique.

<p>Post inspection, l'exploitant a transmis par mail du 03/03/2025 la mise à jour de l'EQRS (rapport d'étude IDA240272, daté du 10/07/2024). La conclusion du rapport est la suivante :  <i>"L'étude quantitative des risques sanitaires menée n'a pas montré de dépassement des niveaux de risque acceptables fixés par la réglementation française, ou des objectifs de qualité de l'air pour les composés ne disposant pas de valeurs toxicologiques de référence (PM10 et certains métaux (Pb, As, Cd, Ni)), pour la période considérée".</i>  L'instruction de cette étude par l'inspection des installations classées fera l'objet d'échanges ultérieurs avec l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande de compléments DC-20250227-01-RC :</b>  L'exploitant doit transmettre, avant la période d'arrêt de l'électrofiltre programmée en septembre 2025, un plan d'actions détaillé dans lequel il liste l'ensemble des interventions prévues et leur durée. Il démontre sa volonté de respecter les 250 heures d'arrêt maxi. Ce plan d'actions relatif à l'arrêt programmé pour 2025 est complété par un plan pluriannuel.</p> <p><b>Demande de compléments DC-20250227-02-RC :</b>  L'exploitant complète son EQRS, avec les éléments suivants :  - revoir l'estimation des rejets en prenant en compte un temps d'arrêt de 18 jours (19 jours prévus initialement) ;  - l'hypothèse selon laquelle les métaux sont rejetés de la même façon avec ou sans filtration n'apparaît pas certaine : revoir les calculs et les baser sur une mesure effectuée en sortie de cheminée sans filtration ;  - justifier la quantité de mercure émise ;  - évaluer le flux spécifique à la journée et estimer l'impact des rejets en les comparant aux hypothèses de l'ERS ;  - procéder à l'évaluation des polluants rejetés durant les périodes d'indisponibilité, ce qui permettra notamment de comparer les flux rejetés avec les hypothèses de l'ERS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 6 : Sécheresse**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2020, article 3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Diagnostic des consommations et étude technico-économique de réduction</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

L'exploitant met en place :

- un retour d'expérience au vu de l'épisode de sécheresse des années 2018 et 2019.
- un diagnostic détaillé des consommations d'eau des processus industriels ou pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...) ;
- une étude technico-économique sur les solutions possibles de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution et/ou rejets aqueux dans le milieu. Ces réductions peuvent être pérennes ou temporaire lors des épisodes de sécheresse, avec graduation en fonction du niveau d'alerte.

Le diagnostic ci-dessus comprend :

- les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages, nom de la nappe captée, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ;
- les quantités d'eau indispensables aux processus industriels ;
- les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;
- les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques ;
- les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise ;
- toutes dispositions supplémentaires temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique.

L'étude technico-économique doit étudier :

- la mise en place d'actions d'économie d'eau, notamment par suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par recyclage de l'eau, par modification de certains modes opératoires, ou encore par réduction des activités.
- Doivent être distinguées les actions pérennes qui permettent de limiter les consommations d'eau dans le milieu, des actions à mettre en place en cas de crise hydrologique ;
- en cas de rejets directs dans le milieu naturel, toutes limitations possibles des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, en fonction de l'aggravation du phénomène climatique notamment des baisses de débit du milieu récepteur ;
  - en cas de rejets directs dans le milieu naturel, les rejets minimums qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités, dans le respect des exigences de qualité applicables à ce cours d'eau.

Ces actions de gestion des prélèvements et des effluents sont proposées avec un échéancier et une évaluation technico-économique.

## **Constats :**

### **1. Rappel des constats réalisés lors de l'inspection du 13/04/2023 :**

Constat n°1-13042023 : Demande de complément :

- Compléter le diagnostic qui ne comprend pas d'estimation des pertes d'eau dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise ;
- Compléter l'étude technico-économique en proposant de nouvelles mesures de mise en place d'actions d'économie d'eau, notamment par suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par recyclage de l'eau, par modification de

certaines modes opératoires, ou encore par réduction des activités. Ces actions de gestion des prélèvements et des effluents devront être proposées avec un échéancier ou une évaluation technico-économique permettant de justifier l'impossibilité de mettre en place l'action proposée ;

- Confirmer à l'inspection que les actions programmées entre les années 2020 et 2021 ont bien été mises en place et que celles projetées sont toujours à l'étude. Dans le cas contraire, une évaluation technico-économique permettant de justifier l'impossibilité de mettre en place l'action programmée ou en projet devra être transmise ;
- Compléter l'étude technico-économique au regard des études en cours et à venir en terme d'isolement des réseaux de collecte et d'amélioration de la qualité des eaux rejetées sur le site.

## **2. Constats inspection du 27/02/2025 :**

L'exploitant n'a pas transmis les éléments de réponse attendus.

Il précise que 2 refroidisseurs adiabatiques seront installés d'ici 2025 en remplacement d'une TAR. Son objectif étant d'arrêter les TAR d'ici 2031 (sauf celle du calcin).

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection réitère les demandes de compléments issues de l'inspection du 13/04/2023 rappelées ci-avant. Une réponse est attendue sous un délai de 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois